

# Procès-Verbal Réunion du Conseil Municipal en date du 16 Novembre 2016

## Séance n° 2016\_09

Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye s'est réuni le seize novembre deux mil seize, à vingt heures, en séance ordinaire, avec l'ordre du jour suivant :

### ORDRE DU JOUR :

#### 1<sup>ère</sup> Partie - 20 h.00

Intervention de M. Jean-Louis Gréaud, dans le cadre de sa Mission d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage :

- ⇒ Présentation du rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif de la station d'épuration pour l'année 2015 ;
- ⇒ Présentation du résultat de la consultation du dossier Loi sur l'Eau et de la maîtrise d'œuvre pour les travaux d'amélioration de la station d'épuration

#### 2<sup>ème</sup> Partie - Ordre du Jour

##### Services Publics

- 1 - Station d'Épuration - Adoption du rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif au titre de l'année 2015
- 2 - Station d'Épuration - Choix du Maître d'œuvre pour la réalisation des travaux
- 3 - Station d'Épuration - Choix du Cabinet d'Etudes pour le Dossier Loi sur l'Eau
- 4 - Actualisation des Tarifs de l'assainissement collectif 2017
- 5 - Projet de Fusion des deux Ecoles, maternelle et élémentaire
- 6 - La Poste - Décision de Création ou non d'une Agence Postale Communale

##### Urbanisme

- 7 - Autorisation Droits des Sols : Choix du service instructeur pour le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 8 - Taxe d'Aménagement - Rectification de la délibération du 04.02.2015

##### Finances - Personnel

- 9 - Avancement de Grade 2016 - Création, au tableau des effectifs, d'un poste d'Adjoint Administratif Principal de 2<sup>ème</sup> Classe, à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2016
- 10 - Avancement de Grade 2016 - Création, au tableau des effectifs, d'un poste de Brigadier-Chef Principal de Police Municipale, à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2016
- 11 - Recrutement Contrat Unique d'Insertion par délibération n° 20160831-03 du 31.08.2016 - Modification de la délibération
- 12 - Repas du Personnel

- 13 - Indemnité de Conseil allouée au Comptable du Trésor au titre de l'année 2016
- 14 - Aménagements de Sécurité Routière au lieu-dit « Jard de Bourdillas »
- 15 - Spectacle de Noël 2016 pour les écoles
- 16 - Achat d'un Spectacle « Voyage dans les Petites Histoires détraquées d'Olivier Ka » à Théâtre Epicé
- 17 - Programmation Vox - Vote du Tarif des places de Spectacles
- 18 - Régie de Recettes « Spectacles, Concerts, Expositions » - Rectification de la délibération du 30.06.2015
- 19 - Cession du Véhicule Renault Trafic
- 20 - Action en Justice sur propriétaires de la parcelle cadastrée section AB n° 168

#### Subventions

- 21 - Demande de Subvention de l'Association des Parents d'Elèves
- 22 - Demande de Subvention de l'Association Culture Vox pour la création de la plaquette

#### Autres Points

- 23 - Syndicat Mixte du Pays de la Haute Gironde - Opération Collective de Diagnostics Energétiques

#### Questions Diverses



L'an deux mille seize et le seize du mois de novembre à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Murielle PICQ, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 10 novembre 2016

Présents : (15) Mme Murielle PICQ (Maire), M. Daniel DEBET (1<sup>er</sup> Adjoint), M. Bernard GRIMEE (3<sup>ème</sup> Adjoint), Mme Michèle BILLIER (4<sup>ème</sup> Adjoint), Mmes Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, MM. Thomas BERLINGER, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Mme Irène FIORAZZO, MM. Eric GOUDONNET, Jean-Marie MACEIRA, David RAYMOND, Francis VITRAS, Mme Géraldine VIRUMBRALES.

Absents Excusés : (3) Mmes Stéphanie BAUDE (Procuration à M. Daniel DEBET), Valérie CHAMBOUNAUD (Procuration à Mme Murielle PICQ), M. Emmanuel MOULIN (Procuration à M. David RAYMOND).

Absente : (1) Mme Odette ANCELOT.

Arrivée Tardive :

- o 20 h.38 - M. David RAYMOND ;
- o 22 h.25 - M. Emmanuel MOULIN, qui a pu participer physiquement à la délibération n° 6, relative à La Poste.

Madame Géraldine VIRUMBRALES est désignée secrétaire de séance.

Le Compte rendu de la dernière séance du 31 août 2016 a été transmis par mail à chaque conseiller le 19 septembre 2016. Madame le Maire demande aux membres présents s'il y a lieu de relever des observations sur celui-ci. Aucune mention particulière n'étant évoquée, le compte rendu, soumis au vote, est donc approuvé à l'unanimité des membres présents.

Madame le Maire informe avoir reçu, un mail de M. Emmanuel MOULIN, lui demandant de différer les points 5 et 6 de l'ordre du jour, en fin de séance. En effet, compte tenu de son arrivée prévue tardivement, et bien qu'ayant donné pouvoir à M. David RAYMOND, il souhaiterait s'exprimer sur ces délibérations précisément. L'assemblée accepte de débattre de l'ordre du jour prévu en attendant l'arrivée de M. Emmanuel MOULIN, et donc remettre en fin de séance, les délibérations n° 5 et 6.

---

**Information des décisions prises en application de l'article L 2122.22**  
**du Code Général des Collectivités Territoriales**

Madame le Maire expose à l'assemblée ce qui suit :

Vu l'Article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délégation accordée à Mme le Maire par délibération du Conseil Municipal n° 20140401 en date du 11 avril 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Mme le Maire en vertu de cette délégation,

Le Conseil Municipal prend note des décisions suivantes :

| Numéro<br>Décision | Date         | Objet  |
|--------------------|--------------|--|
| 2016-101           | 19 septembre | Arrêté autorisant l'installation d'un échafaudage Rue de la Poste  |
| 2016-102           | 22 septembre | Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de branchements eau potable de M. Claverie au lieu-dit « La Gache » |
| 2016-103           | 27 septembre | Prolongation Arrêté réglementant la circulation sur la Piste Forestière n° 5   |
| 2016-104           | 27 septembre | Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de fouille et câblage sur le parking du Centre de Soins             |
| 2016-105           | 20 septembre | Arrêté portant Admission d'un Fonctionnaire au bénéfice d'un Congé de Maladie Ordinaire                                    |
| 2016-106           | 12 octobre   | Arrêté réglementant la circulation sur la totalité de la Voie Communale n° 207   |
| 2016-107           | 19 octobre   | Arrêté de Voirie portant alignement de Voirie  |
| 2016-108           | 25 octobre   | Prolongation Arrêté réglementant la circulation sur la Piste Forestière n° 5   |
| 2016-109           | 31 octobre   | Arrêté réglementant le stationnement et la circulation aux abords immédiats du Monument aux Morts                          |
| 2016-110           | 4 octobre    | Arrêté portant Admission d'un Fonctionnaire au bénéfice d'un Congé de Maladie Ordinaire                                    |
| 2016-111           | 10 novembre  | Arrêté réglementant le stationnement pendant les travaux de terrassement au lieu-dit « La Gare »                           |

## 1<sup>ère</sup> Partie- 20 h.00

**Intervention de M. Jean-Louis Gréaud**, qui, dans le cadre de sa Mission d'Assistance à Maîtrise d'œuvre, présente le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif de la station d'épuration pour l'année 2015.

C'est l'examen, entre 2014 et 2015, des fluctuations entre la consommation, la vente d'eau, les travaux, les dépenses, les recettes, etc...

C'est une obligation légale de remplir tout un questionnaire relatif à la qualité et aux services du fonctionnement de la station d'épuration : qualité du service réseaux d'épuration et transports de la collecte. Ce rapport doit être transmis à la Préfecture et à certains services ministériels.

Ce n'est pas un compte rendu complet du contrat d'affermage. Rappel : délégation du service public par affermage de 12 ans depuis juillet 2012. L'avenant n° 1 audit contrat, validé au dernier Conseil Municipal du 31 août 2016, n'a aucun effet sur le rapport présenté ce soir, puisque ce rapport est relatif aux opérations de l'année civile 2015 ; en revanche, l'impact sera effectif sur le rapport de l'année prochaine.

Quelques caractéristiques :

- ⇒ 307 abonnés
- ⇒ Le linéaire réseau n'a pas varié entre 2014 et 2015
- ⇒ Aucuns travaux réalisés depuis 2011
- ⇒ Une augmentation moyenne de 10 % de la consommation d'eau, relevé sur les factures (fluctuation due à l'arrosage, moindre maîtrise, etc...)
- ⇒ Pas de raccord réseaux avec une autre commune
- ⇒ Pas d'industriels
- ⇒ Linéaire réseaux fixe à 6.600 kms
- ⇒ 4 postes de refoulement

La station d'épuration, mise en service en 1988, a été en conformité avec la législation jusqu'en 2015.

L'arrêté préfectoral de juillet 2015 a prescrit, en application de la Loi sur l'Eau, une mise en conformité obligatoire (nitrite, nitrates, phosphore, etc...) afin de rejeter une meilleure qualité de l'eau. Les boues déshydratées sur séchage et les lits sont conformes.

Tarifs Abonnements 2015, soumis à une Tva de 10 %

- ⇒ Commune 26.01 € Ht (26.27 € Ht au 01.01.2016)
- ⇒ Déléataire 39.21 € Ht (idem sur 2016)
- ⇒ Agence de l'Eau 0.235 € /m3 (0.240 €/m3 en 2016) Modernisation du réseau

Si auparavant, la consommation moyenne d'un foyer s'élevait à 120 m3 / an, aujourd'hui on peut l'évaluer à 78 m3, ce qui signifie une meilleure maîtrise de la consommation de l'eau, par les particuliers.

Du côté finances, il est relevé un décalage des versements de la contribution du fermier à la collectivité, d'une année sur l'autre. Les taxes sont effectivement reversées (en deux fois), mais ne coïncident pas en année civile.

Le plan des réseaux, induit de la réglementation en vigueur en 2015, existe et est régulièrement mis à jour tous les ans. Néanmoins, de nouveaux textes obligent à une géolocalisation effective de tous les réseaux, dès 2016 :

- Géolocalisation à 30 cm pour les réseaux d'eau / d'assainissement
- Géolocalisation à 1 cm pour les réseaux gaz / électricité

Un plan pluriannuel de renouvellement, chiffré, sera à mettre en place. Certaines recherches des eaux parasites ont été effectuées (test de fumée pour les eaux pluviales).



Le dossier constitué par le bureau d'étude, au titre de la Loi sur l'Eau, permettra de déterminer comment évacuer les problématiques de la station d'épuration.

Néanmoins, il semblerait que

- ⇒ le ruisseau « Le Coffin » ait un débit trop faible en été pour absorber les eaux traitées
- ⇒ le ruisseau « Le Moron » ait un débit suffisant, mais son éloignement géographique de 1.5 km de la station ne permettrait guère un rejet direct

Les services préfectoraux de la Police de l'Eau étudieront précisément la situation la plus en adéquation avec la réglementation. L'étude de ce dossier se fera probablement sur plusieurs mois avec des phases d'observation du terrain. Il faut s'attendre à une navette administrative de quelques mois.

Dans l'immédiat, sur 2017, seront effectués les travaux sur la station d'épuration ; et sur 2018, seront mis en œuvre les travaux de refoulement.



## **2<sup>ème</sup> Partie** - 20 h.45 Ordre du Jour

### ***Délibération n° 20161116-01 – Station d'Epuration – Adoption du rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif au titre de l'année 2015***

Madame le Maire ouvre la séance et rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales –CGCT- impose, par son article L. 2224-5, la réalisation d'un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) d'assainissement collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D. 2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis, dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévue à l'article L. 213-2 du Code de l'Environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

Le RPQS doit contenir, à minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif relatif à l'exercice 2015 ;
- Précise que ce rapport sera joint à la présente délibération ;
- Décide de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr) ;
- Décide de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.

Votes      Pour : 18      Contre : 00      Abstention : 00



**Délibération n° 20161116-02 – Station d'Épuration – Choix du Maître d'œuvre pour la réalisation des travaux**

Madame le Maire rappelle que l'arrêté préfectoral en date du 02 juillet 2015, impose à notre commune :

- ⇒ D'une part, dans un premier temps, la réalisation de travaux d'amélioration du fonctionnement actuel de la station d'épuration. Cette étape nécessite l'appui d'un maître d'œuvre spécialisé, afin de recruter les entreprises spécifiques habilitées à effectuer ces travaux.
- ⇒ D'autre part, dans un second temps, la mise en conformité de la dite station avec la réglementation de la Loi sur l'eau. Cette étape nécessite l'appui d'un cabinet d'étude pour la confection du dossier Loi sur l'Eau.

Afin d'entamer la première obligation de l'arrêté préfectoral, et donc de procéder aux travaux d'amélioration du fonctionnement de la station d'épuration, M. Jean-Louis Gréaud, dans le cadre de sa mission d'assistance et conseils, vient de présenter aux membres présents les résultats de sa consultation auprès des cabinets de maîtrises d'œuvre.

Ainsi, trois cabinets de maître d'œuvre ayant répondu à la consultation, la Commission Communale d'Appel d'Offre, réunie le 05 octobre 2016, a reçu ces trois dossiers complets :

- Azimut Ingénierie, -Maîtrise d'œuvre Aménagement Urbain et V.R.D.- sis 81 Avenue de l'Épinette – 33500 Libourne ;
- Entreprise Individuelle Fabien Charlot –Paysagiste Dplg- sise 71-75 rue Paul Camelle – 33100 Bordeaux ;
- Servicad Agence Sud-Ouest –Ingénieurs Conseils- sis 17 rue du Commandant Charcot – 33920 Blanquefort.

Après cette analyse et développement de tous les points techniques, il ressort que l'offre de Servicad Sud-Ouest s'avère la plus complète et la moins-disante.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Décide de retenir la maîtrise d'œuvre du Cabinet Servicad Sud-Ouest, sis à Blanquefort, pour un coût global HT de 21 650.00 €, soit 25 980.00 € Ttc.

Votes      Pour : 18                  Contre : 00                  Abstention : 00

**Délibération n° 20161116-03 – Station d'Épuration – Choix du Cabinet d'Etude pour la Confection du Dossier Loi sur l'Eau**

Discussion

M. Bruno Cadusseau demande quel budget est concerné.

Mme Murielle Picq répond que c'est le Budget Annexe Assainissement en section d'investissement

Délibération

En complément de la délibération n° 20161116-02 précédente, Monsieur Jean-Louis Gréaud, dans le cadre de sa mission d'assistance et conseils, vient de présenter aux membres présents les résultats de sa consultation auprès des Cabinets d'Etudes pour la confection du Dossier Loi sur l'Eau ;

Ainsi, trois cabinets d'études ayant répondu à la consultation, la Commission Communale d'Appel d'Offre, réunie le 05 octobre 2016, a reçu ces trois dossiers complets :

- Bercat –Ingénierie & Paysage- sis 1 rue André Messenger – 33400 Talence ;
- Advice Ingénierie sis 1 Avenue du Général de Gaulle – 33290 Blanquefort
- Aqualis, sis 29 Avenue des Martyrs de la Libération – 33700 Mérignac

Après cette analyse, il ressort que l'offre d'Aqualis s'avère la plus complète et la moins-disante.



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Décide de retenir le Cabinet d'Etude Aqualis, sis à Mérignac, pour un coût global Ht 10 632.45 €, soit 12 758.94 € Ttc.

Votes      Pour : 18              Contre : 00              Abstention : 00

#### **Délibération n° 20161116-04 – Actualisation des Tarifs de l'assainissement collectif 2017**

##### Discussion

M. Jean-Marie et Mme Irène Fiorazzo font remarquer que 10 % d'augmentation leur semble énorme.

M. Bruno Cadusseau souligne l'intérêt d'augmenter régulièrement tous les ans.

Mme Murielle Picq répond que, jusqu'à présent, il n'y avait pas de travaux à effectuer. Elle indique d'ailleurs, que compte tenu des travaux de mises aux normes à effectuer, il faudra certainement envisager une augmentation l'an prochain également.

M. Thomas Berlinger demande si cette augmentation est impactée à tous les abonnés assainissement.

Mme Murielle Picq confirme que oui, c'est la part fixe de l'abonnement.

##### Délibération

Madame le Maire fait part d'un courrier du 1<sup>er</sup> septembre 2016 émanant de la Saur comme chaque année, relatif à une demande de revalorisation de la redevance assainissement au titre de 2017. Elle précise que cette redevance est recouvrée par les services de la Saur, au profit de la collectivité.

Mme le Maire informe de l'augmentation de l'abonnement sur la part délégataire induite par la signature de l'avenant n° 1 au contrat d'affermage relatif essentiellement à l'évolution législative, soit une augmentation de 4.79 € Ht par an.

Après plusieurs demandes de compléments d'informations et de simulations auprès de la Saur et consultation de la Commission Communale Voirie Urbanisme, réunie le 27 septembre 2016, qui envisageait une augmentation variant de 2 à 3 %. Madame le Maire rappelle les obligations de mise en conformité de la station d'épuration et du rejet qui impliquent de lourdes dépenses financières.

Madame le Maire propose de porter le montant de la part collectivité de l'abonnement à 29 € Ht au lieu de 26,27 € Ht, soit une augmentation de 2.73 € Ht / an (+ 10.40 %). Soit une augmentation annuelle globale de 7.52 € Ht.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Décide de fixer à 29 € Ht la part collectivité de l'abonnement, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Votes      Pour : 16              Contre : 00              Abstentions : 2  
(Marie-Claude Bellue, Jean-Marie Maceira)

## **Délibération n° 20161116-05 – Projet de Fusion des deux Ecoles, Maternelle et Elémentaire**

### **Discussion**

M. Jean-Marie Maceira demande en quoi la fusion des deux écoles concerne la commune. Qu'est-ce que cela change pour nous ?

Mme Murielle Picq répond que l'Education Nationale est soumise à l'obligation de recueillir l'avis du Conseil Municipal. Concrètement ce qui changera pour la municipalité, ce sera 1 seul Conseil d'Ecole par trimestre, 1 seule direction pour les 2 écoles, et donc 1 seul interlocuteur.

Mme Irène Fiorazzo demande si les écoles seront regroupées sur un seul site scolaire.

Mme Murielle Picq indique que ce n'est pas possible au regard des effectifs mais aussi par rapport aux équipements nécessaires pour les élèves de maternelle.

M. Bruno Cadusseau complète en disant « 1 seul site, donc 1 seul diagnostic ». (Faisant référence à la délibération n° 20161116-23 évoquée précédemment pour répondre à la demande de M. Emmanuel Moulin).

M. Jean-Marie Maceira suggère d'en profiter pour changer le nom de l'école.

Mmes Irène Fiorazzo et Marie-Claude Bellue précisent que le choix, influencé par les enseignants et l'actualité de l'époque, avait été laissé à l'appréciation des enfants.

M. Bruno Cadusseau précise qu'il aurait été préférable de donner le nom d'une personnalité locale.

Mme Murielle Picq confirme que c'était le contexte de l'époque et de l'actualité, influencé par les enseignants sans doute mais aussi le respect des engagements pris avec le conseil municipal enfant.

**22 h.00** – M. David Raymond prend la parole, il indique que M. Emmanuel Moulin pense pouvoir arriver d'ici une vingtaine de minutes. Néanmoins, le sujet étant abordé, il donne lecture d'un texte rédigé par M. Emmanuel Moulin à l'intention des membres du Conseil Municipal.

Mme Murielle Picq indique qu'elle ne voit pas le lien entre la fusion des Communautés de Communes et celle des écoles.

Mme Irène Fiorazzo demande ce qui se passera si les enfants continuent de partir.

Mme Murielle Picq indique qu'il ne pourra être fait autrement que de fermer les classes petit à petit.

M. Thomas Berlinger demande confirmation que les bâtiments ne sont pas gérés par l'Education Nationale.

Mme Murielle Picq confirme que la Commune reste « gestionnaire » des bâtiments scolaires.

Mme Marie-Claude Bellue indique que le seul avantage sera ressenti au niveau de la directrice de l'école élémentaire, qui bénéficiera d'une décharge administrative de 2 ½ jours par semaine. S'en suivra une meilleure répartition des instituteurs pour les enfants, qui auront 2 instituteurs fixes : l'un durant 2 jours, et l'autre durant 3 jours.

Mme Murielle Picq rappelle que l'avis du Conseil Municipal est prépondérant. Les parents ont été informés du projet lors des conseils d'école du premier trimestre et seront amenés à se prononcer dans un second temps lors d'un conseil d'école extraordinaire réunissant les enseignants et représentants des parents des deux écoles. La directrice de l'école élémentaire est très favorable à ce projet de fusion, qui a été initié l'an passé par l'inspecteur et accélère par la fermeture d'une classe à la rentrée scolaire 2016, et la probable fermeture d'une seconde classe à la prochaine rentrée scolaire 2017.

### **Délibération**

Madame le Maire porte à connaissance un courrier émanant de la circonscription académique de l'Education Nationale de Blaye, évoquant un projet de fusion des deux écoles communales, maternelle et élémentaire.



Monsieur Pierre Kessas, Inspecteur de l'Education Nationale, lors de sa rencontre avec les élus au cours de la réunion plénière du 08 novembre 2016, a confirmé son souhait de voir fusionner les deux écoles et en fait remarquer les avantages. Il a néanmoins précisé qu'une telle décision ne peut être envisagée que si elle recueille un large consensus. Les avis du Conseil Municipal et des conseils d'écoles devant être recueillis, au préalable.

Pour notre collectivité, la baisse régulière des effectifs au cours de ces dernières années et la probable fermeture d'une classe à la prochaine rentrée scolaire de 2017, conduisent l'Education Nationale à envisager cette fusion.

La fusion des deux écoles permettrait de construire la continuité des apprentissages de la Petite Section au Cours Moyen 2<sup>ème</sup> année, autour d'une direction unique.

Une seule structure présente l'avantage d'avoir une seule direction et un crédit d'heures supérieur au titre de la décharge de travail pour l'enseignant remplissant les fonctions de directeur d'école.

A l'issue des échanges avec M. Pierre Kessas, Mme le Maire demande aux membres présents de se prononcer pour ou contre la fusion des deux écoles.

Pour : 16

Contre : 00

Abstentions : 02

(David Raymond, Emmanuel Moulin)

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Accepte la fusion des deux écoles communales.

Votes

Pour : 16

Contre : 00

Abstentions : 02

(David Raymond, Emmanuel Moulin)

#### **Délibération n° 20161116-06 – La Poste : Décision de Création ou non d'une Agence Postale Communale**

##### Discussion

M. Thomas Berlinger demande si le Conseil Municipal ne pourrait pas s'opposer, par délibération, à la fermeture de La Poste en demandant le maintien du service postal et des services annexes tels qu'ils existent actuellement.

Mme Irène Fiorazzo s'oppose à la solution du point relais chez le commerçant.

M. Jean-Marie Maceira demande qui décide. La commune n'a aucun intérêt à récupérer la Poste alors qu'il y a un commerçant intéressé. C'est la Poste qui choisit ?

Mme Murielle Picq reprend en précisant qu'avant que les services de La Poste ne s'orientent vers un commerçant, le Conseil Municipal doit se prononcer face au choix d'une Agence Postale Communale, et que la convention tripartite prévoit la consultation de la Mairie à chaque changement.

M. Thomas Berlinger insiste « on doit voter contre la fermeture du Bureau de La Poste ». La Poste attend la réponse de la Mairie, qui est contre le projet de fermeture. Mme Petit devra de nouveau rencontrer les élus.

M. Bruno Cadusseau rejoint l'avis de M. Thomas Berlinger, et indique « on perd du service et cela coûte à la collectivité ».

M. Daniel Debet demande si dans un document il a été mentionné que La Poste fermerait.

Mme Marie Claude Bellue précise que Mme Petit, lors de son intervention en juin 2016, avait dit que les horaires d'ouverture seraient diminués, mais qu'il n'était pas question de fermeture directe.

Mme Murielle Picq confirme que les services de La Poste s'étaient engagés à diminuer ses heures d'ouverture au public petit à petit, en maintenant un minimum de 20 heures hebdomadaire pour les services annoncés pour l'automne, puis reporté à janvier. Le risque réside dans les nouvelles statistiques que feront les services de La Poste, qui pourront engendrer une baisse des horaires d'ouvertures, dans les trois prochaines années.

M. Irène Fiorazzo et M. Daniel Debet évoquent le renouvellement du bail dans les locaux actuels loués par les services de La Poste à un particulier et devant arriver à terme en mars 2017.

M. Bruno Cadusseau reprend en précisant que lors de son intervention Mme Petit avait indiqué qu'actuellement aucune rentabilité ne se dégageait pour leur service. Il précise que l'on peut imaginer que, si ce n'est pas rentable pour leurs services, cela ne le sera pas non plus pour la collectivité compte tenu des frais de fonctionnement qui devront en découler.

M. Jean-Marie Maceira reprend en confirmant que le service s'en verra plus restreint et la commune devra en supporter le coût.

22 h.25 - Arrivée de M. Emmanuel Moulin

M. Emmanuel Moulin reprend le débat et pense que si le bureau de La Poste doit fermer, et bien qu'il ferme. En revanche, leurs services doivent en assumer l'entière responsabilité. Les élus doivent médiatiser l'affaire, communiquer à la presse, au public, les états de fait de fermeture, et exprimer la volonté du Conseil Municipal de maintenir ce service public tel qu'il est actuellement. Par ailleurs, il faut réitérer la demande de mise en place d'un distributeur automatique de billets.

Mme Murielle Picq propose d'acter une délibération contre le transfert du bureau de La Poste sous quelque forme que ce soit -Agence Postale Communale ou Relais Poste chez un commerçant-

M. Emmanuel Moulin insiste sur la médiatisation de l'affaire afin de donner un aspect négatif de l'image des dirigeants de La Poste.

M. Daniel Debet indique qu'il ne faut se tromper. Il confirme que, pour l'instant, les services n'ont pas annoncé la fermeture du bureau de La Poste, juste une diminution des horaires d'ouverture.

M. Emmanuel Moulin renchérit en indiquant qu'une commune de 2 000 habitants ne doit pas accepter une Agence Postale Communale seulement pour satisfaire les chiffres de la rentabilité de La Poste. Activer, alerter la presse, les médias. Faire des articles dans la presse locale, voire nationale.

Mme Murielle Picq lit quelques extraits de la convention « Adaptation de la Présence Postale » issus d'un document de l'Association des Maires de France.

Mmes Irène Fiorazzo et Marie-Claude Bellue réitèrent leurs propos « La Poste doit rester La Poste, avec son service public actuel ».

M. Jean-Marie Maceira pense que c'est La Poste qui a mis la pression aux élus pour les obliger à accepter une Agence Postale Communale. On s'est précipité au mois d'août en nous présentant des plans, etc.... sous prétexte qu'il fallait anticiper sur l'avenir. Quoi qu'il en soit, le contrat arrive à son terme au 31.12.2016, mais la reconduction sera de 20 heures/semaine.

Mme Murielle Picq conclut par dire que la Mairie n'a aucun écrit de fermeture ou d'ouverture de 20 h.00 / semaine en janvier 2017. Le Conseil semble unanime sur le fait qu'il ne faudra pas laisser fermer La Poste.

M. Jean-Marie Maceira souhaite qu'il soit demandé un écrit de ce qui va se passer en janvier 2017 lorsque la nouvelle convention sera signée. Mais insiste sur le fait que La Poste doit se débrouiller.

M. Bruno Cadusseau pense que la délibération, votée ce soir, aurait dû l'être en juin 2016, lors de la présentation du projet par Mme Petit.

### Délibération

Suite à la dernière réunion du Conseil Municipal en date du 31 août 2016, et à la réunion plénière du 8 novembre 2016 au cours de laquelle un certain nombre d'éléments complémentaires ont été apportés conformément à la demande des élus, Mme le Maire demande à l'assemblée de se prononcer pour ou contre la création d'une Agence Postale Communale.

Mme le Maire rappelle la responsabilité des élus à veiller à garantir un maximum de services publics de proximité et réaffirme la nécessité de s'assurer du maintien de la présence postale sur la commune en particulier.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- S'oppose à tout transfert du service postal sur la commune sous quelque forme que ce soit ;
- Demande le maintien du bureau de Poste en l'état actuel, ainsi que le niveau de service rendu actuel.

Votes      Pour : 18                  Contre : 00                  Abstention : 00



### **Délibération n° 20161116-07 – Autorisation Droits des Sols : Choix du service instructeur pour le 1<sup>er</sup> janvier 2017**

Madame le Maire rappelle à l'assemblée, qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2017, la DDTM cessera d'instruire les autorisations des droits des sols pour le compte de la commune. En conséquence, la collectivité doit opter pour un service instructeur mutualisé.

3 services instructeurs ont été consultés :

- ⇒ Le Syndicat Départemental d'Electrification et d'Energie de la Gironde ;
- ⇒ La Communauté de Communes de l'Estuaire ;
- ⇒ La Communauté de Communes Latitude Nord Gironde.

Le changement de communauté de communes prévu au 1<sup>er</sup> janvier 2017, ne permettra pas d'adhérer à ce dernier.

Il a été remis à l'assemblée, deux fiches comparatives, établies par l'agent en charge de l'urbanisme sur la collectivité, afin que chacun puisse prendre connaissance, par organisme :

- Des services proposés ;
- Des tarifs des prestations à l'acte ;
- De l'impact du coût engendré.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- De recourir au service des Autorisations des Droits des Sols de la Communauté de Commune de l'Estuaire ;
- D'approuver la convention de prestations des services correspondants ;
- D'autoriser Mme le Maire à signer la convention et tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Votes      Pour : 18                  Contre : 00                  Abstention : 00





**Délibération n° 20161116-08 – Taxe d'Aménagement : Rectification de la délibération du 04.02.2015**

Discussion

Mme Irène Fiorazzo demande pourquoi il faut rajouter ces termes.

Mme Murielle Picq pense que certaines régions ont dû en faire la demande aux législateurs.

Délibération

✚ Vu la délibération du Conseil Municipal n° 20141127-06 du 27 novembre 2014 ;

✚ Vu la délibération du Conseil Municipal n° 20150204-04 du 04 février 2015 ;

Relatives à l'exonération de la Taxe d'Aménagement pour les abris de jardins, Madame le Maire indique qu'il convient d'y apporter, une précision pour les pigeonniers et les colombiers, en application du texte suivant :

« L'article 90 de la Loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 a introduit le 8° de l'article L. 331-9 du Code de l'Urbanisme pour permettre aux collectivités qui le souhaitent d'exonérer les abris de jardin soumis à déclaration préalable. Cette disposition a été complétée par l'article 43 de la loi de finances rectificative pour 2014 qui étend le champ d'application au 8° précité aux pigeonniers et aux colombiers. Si les collectivités peuvent décider d'exonérer totalement ou partiellement ces catégories de constructions, cette exonération facultative vise d'une part, l'ensemble des abris de jardin, des pigeonniers et des colombiers soumis à déclaration préalable sans distinction de surface. »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Décide de compléter les dites délibérations, par l'exonération totale des pigeonniers et colombiers soumis à déclarations préalable sans distinction de surface.

Votes      Pour : 18                  Contre : 00                  Abstention : 00

---

**Délibération n° 20161116-09 – Avancement de Grade 2016 – Création, au tableau des effectifs, d'un poste d'Adjoint Administratif Principal de 2<sup>ème</sup> Classe, à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2016**

Discussion

Mme Marie Claude Bellue demande qui est concerné.

Mme Murielle Picq répond que c'est un agent du secrétariat.

M. Jean-Marie Maceira demande qui décide.

Mme Murielle Picq répond que c'est le Centre de Gestion, qui émet les propositions. Il est pris en compte divers facteurs liés à l'agent : l'ancienneté, la qualification, la valeur professionnelle, la réussite à un examen. Les collectivités ne sont tenues à obligation d'accepter.

Délibération

Conformément à l'article 34 de la Loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des effectifs pour permettre des avancements de grade.

Mme le Maire rappelle que l'avancement de grade correspond à un changement de grade à l'intérieur d'un cadre d'emploi, et ne doit pas être confondu avec la promotion interne qui constitue un mode de recrutement dans un cadre d'emploi de catégorie hiérarchique supérieure. Dans un même cadre d'emploi, l'avancement de grade a lieu d'un grade, au grade immédiatement supérieur.

Au vue de la liste des agents promouvables, établie par la Commission Administrative Paritaire du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale, l'avancement de grade, facultatif, est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale, qui sélectionne les fonctionnaires dont la valeur professionnelle et les acquis de l'expérience professionnelle justifient l'accès au grade supérieur. Pour l'agent, l'avancement de grade se traduit par une légère augmentation du traitement indiciaire brut, mais surtout une amélioration des perspectives de carrière.

Ainsi, afin de tenir compte de l'évolution des postes de travail et des missions assurées au regard des circonstances locales, Mme le Maire propose au Conseil Municipal la création d'un poste d'Adjoint Administratif Principal de 2<sup>ème</sup> Classe, pour assurer les missions d'accueil et polyvalence administrative au sein du secrétariat de Mairie.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Décide la création, au tableau des effectifs, d'un poste d'Adjoint Administratif Principal de 2<sup>ème</sup> Classe, à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2016 ;
- Précise que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Votes      Pour : 18      Contre : 00      Abstention : 00



***Délibération n° 20161116-10 – Avancement de Grade 2016 – Création, au tableau des effectifs, d'un poste de Brigadier-Chef Principal de Police Municipale, à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2016***

Conformément à l'article 34 de la Loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des effectifs pour permettre des avancements de grade.

Mme le Maire rappelle que l'avancement de grade correspond à un changement de grade à l'intérieur d'un cadre d'emploi, et ne doit pas être confondu avec la promotion interne qui constitue un mode de recrutement dans un cadre d'emploi de catégorie hiérarchique supérieure. Dans un même cadre d'emploi, l'avancement de grade a lieu d'un grade, au grade immédiatement supérieur.

Au vue de la liste des agents promouvables, établie par la Commission Administrative Paritaire du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale, l'avancement de grade, facultatif, est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale, qui sélectionne les fonctionnaires dont la valeur professionnelle et les acquis de l'expérience professionnelle justifient l'accès au grade supérieur. Pour l'agent, l'avancement de grade se traduit par une légère augmentation du traitement indiciaire brut, mais surtout une amélioration des perspectives de carrière.

Ainsi, afin de tenir compte de l'évolution des postes de travail et des missions assurées au regard des circonstances locales, Mme le Maire propose au Conseil Municipal la création d'un poste de Brigadier-Chef Principal de la Police Municipale, pour assurer les missions de police administrative et judiciaire au sein de la collectivité.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Décide la création, au tableau des effectifs, d'un poste de Brigadier-Chef Principal de Police Municipale, à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2016 ;
- Précise que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Le Maire,

- o Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- o Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Votes      Pour : 18      Contre : 00      Abstention : 00

**Délibération n° 20161116-11 – Recrutement Contrat Unique d'Insertion par délibération n° 20160831-03 du 31.08.2016 – Modification de la délibération**

Madame le Maire rappelle les termes de la délibération n° 20160831-03 du 31 août 2016. Elle précise qu'après établissement du planning d'annualisation, il conviendrait d'acter une durée hebdomadaire de 23.50/35<sup>e</sup> sur 9 mois, au lieu de 20/35<sup>e</sup> sur 12 mois.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Décide de modifier les termes de la délibération n° 20160831-03 du 31 août 2016, en ce sens :
  1. Durée hebdomadaire : 23.50/35<sup>e</sup> au lieu de 20/35<sup>e</sup> ;
  2. Durée du contrat : 9 mois au lieu de 12 mois.
- Précise que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Votes      Pour : 18      Contre : 00      Abstention : 00

**Délibération n° 20161116-12 – Repas du Personnel**

Discussion

M. David Raymond demande si un âge « limite » a été fixé pour les enfants.

Mme Murielle Picq répond qu'effectivement, cela a été évoqué lors de la dernière réunion du 8 novembre, mais pas acté sur 2016. Si un âge « limite » est arrêté, il faudra l'acter pour 2017. Les invitations 2016 ont été envoyées avec l'accord des élus présents. L'an dernier, un enfant a pu bénéficier d'un repas adulte.

M. Jean-Marie Maceira demande si un enfant de 25 ans devra prendre un menu enfant.

Mme Murielle Picq pense qu'il pourrait être arrêté 14 ans.

M. Thomas Berlinger demande si cela a déjà posé problème.

M. Bruno Cadusseau pense, qu'à 15 ans, un enfant peut rester seul.

Délibération

A l'instar des années précédentes, Mme le Maire émet le souhait de :

- ⇒ renouveler le repas de fin d'année pour le personnel communal ;
- ⇒ d'acter cette formule pour chaque fin d'année civile, jusqu'à la fin du mandat en cours.

Le repas serait offert à tous les agents communaux et leurs enfants.



Un tarif de 15 € par personne, serait demandé aux élus et aux conjoints des membres du personnel souhaitant y participer.

Pour l'année 2016, Mme le Maire présente un devis de Valéry Vignaud, traiteur à Gradignan, qui propose un menu pour 15 € / adulte, un menu pour 7 € / enfant, et une assiette de tapas en guise d'apéritif pour 3 € / personne. Le cocktail d'apéritif serait offert à tous.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- d'acter le principe d'un repas annuel offert aux agents communaux, en fonction ;
- de maintenir la gratuité du repas à tous les agents communaux et leurs enfant jusqu'à 15 ans dans l'année en cours ;
- de fixer un prix unitaire de menu maximal de 15 € / adulte et 7 € / enfant ;
- de l'autoriser à retenir un traiteur ;
- d'imputer la dépense correspondante à l'article 6232 « Fêtes et Cérémonies » ;
- d'encaisser, auprès des élus et des conjoints participants, la recette correspondante de 15 € / personne, à l'article 7088 « Autre produits d'activités annexes ».

Votes      Pour : 18                      Contre : 00                      Abstention : 00



#### **Délibération n° 20161116-13 – Indemnité de Conseil allouée au Comptable du Trésor Public au titre de l'année 2016**

##### Discussion

Mme Marie-Claude Bellue demande si on est obligé de voter le taux à 100 %.

Mme Murielle Picq répond que c'est l'usage, mais le Conseil Municipal peut décider d'acter un taux moindre. Elle souligne toutefois que les services administratifs ont toujours besoin des conseils de la Perception et particulièrement en ce moment.

##### Délibération

Madame le Maire informe les membres présents que M. François Aléjo, Comptable du Trésor de Saint-Savin, a transmis le décompte de ses indemnités de conseil dues au titre de l'année 2016.

Cette indemnité, prévue par l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 pris en application des dispositions de l'article 97 de la Loi n° 83-213 du 2 mars 1982 et du décret n° 82-979 du 19 novembre 1982, est calculée sur la moyenne des dépenses budgétaires des sections de fonctionnement et d'investissements afférentes aux trois dernières années, à l'exception des opérations d'ordre.

Pour 2016, cette indemnité se décompose ainsi :

- |                                     |          |
|-------------------------------------|----------|
| ○ Indemnité de conseil              | 509.25 € |
| ○ Indemnité de confection de budget | 45.73 €  |

Pour un total brut de 554.98 €, soit net de 505.84 €.

Mme le Maire propose d'attribuer cette indemnité globale au taux de 100 %.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Décide d'attribuer cette indemnité au taux de 100 %, au titre de l'année 2016.

Votes      Pour : 18                      Contre : 00                      Abstention : 00



**Délibération n° 20161116-14 – Aménagements de Sécurité Routière au lieu-dit « Jard de Bourdillas »**

Madame le Maire informe que suite à la délibération du Conseil Municipal n° 20160831-10 du 31 août 2016, la réunion en date du 25 octobre 2016, avec le centre routier départemental de Blaye, et les délégués des Mairies de Saint-Savin et Saint-Christoly de Blaye, a permis d'éclaircir le projet.

Il a été confirmé que le plan d'aménagement consiste en la mise en place d'un système de plateau résine avec réalisation de végétation sur 10 mètres de part et d'autre de la chaussée, créant ainsi un effet optique de rétrécissement.

Dans le cadre de cette opération, il a été convenu, entre les des collectivités de Saint-Savin et Saint-Christoly de Blaye, que la Mairie de Saint-Savin, se chargeait :

- o De la rédaction du cahier des charges ;
- o Du lancement à candidature pour le recrutement du bureau d'études ;
- o De la constitution du dossier de demande de subvention auprès du Conseil Départemental.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Opte pour le lancement de cette opération ;
- Décide de donner délégation de signature à Mme le Maire pour toutes démarches liées à cette décision.

Votes      Pour : 18              Contre : 00              Abstention : 00



**Délibération n° 20161116-15 – Spectacle de Noël pour les écoles**

Discussion

Mme Marie-Claude Bellue demande si c'est bien pour 2 séances.

Mme Murielle Picq confirme et propose que cette précision soit apportée à la délibération présentée.

Délibération

A l'instar des années précédentes, un spectacle de Noël sera présenté aux enfants des écoles de Saint-Christoly de Blaye, avant les vacances scolaires de Noël.

Cette année, il a été retenu « Voyage dans les petites histoires détraquées d'Olivier Ka », présenté par Théâtre Epicé, pour un coût de 700 € Ttc, pour 2 séances.

La salle de spectacle du Vox, dans laquelle est organisée la manifestation, permettra de proposer d'accueillir les écoles du Sirp de Gênerac / Saugon et l'école de la Commune de Saint-Girons d'Aiguevives.

Le coût du spectacle sera proratisé au nombre d'élèves de toutes les écoles ayant participé. Une convention sera établie entre la Mairie de Saint-Christoly de Blaye et les divers sites scolaires avoisinants, participants.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- De retenir la prestation de l'Association Théâtre Epicé « Voyage dans les petites histoires détraquées d'Olivier Ka », pour un coût de 700 € Ttc, pour 2 séances ;
- De donner délégation de signature à Mme le Maire pour toutes démarches liées à cette décision.

Votes      Pour : 18              Contre : 00              Abstention : 00





**Délibération n° 20161116-16 – Achat d'un Spectacle « Voyage dans les Petites Histoires détraquées d'Olivier Ka » à Théâtre Epicé**

Discussion

Mme Irène Fiorazzo demande ce qui signifie « les accueillants familiaux ».

Mme Murielle Picq précise, que c'est dans le cadre d'un partenariat avec le Conseil Départemental, afin de réunir les accueillants et accueillis. Décision prise au cours de l'été 2016.

Délibération

Dans la cadre de la saison culturelle 2016 / 2017 planifiée à la Salle de Spectacles du Vox, la Mairie de Saint-Christoly de Blaye présente le mercredi 21 décembre 2016 un spectacle « Voyage dans les Petites Histoires détraquées d'Olivier Ka ».

Cette prestation, de l'Association Théâtre Epicé, représente un coût de 700 € pour la Mairie, avant perception des entrées dont les tarifs sont fixés à :

- o Enfant de moins de 12 ans 5.00 €
- o Enfant de plus de 12 ans & adulte 8.00 €
- o Gratuité pour l'accueillant familial et ses accueillis sans le cadre d'un partenariat avec le Département.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- De retenir, dans le cadre de la saison culturelle 2016 / 2017 du Vox, la prestation de l'Association Théâtre Epicé « Voyage dans les petites histoires détraquées d'Olivier Ka », pour un coût de 700 € Ttc ;
- De donner délégation de signature à Mme le Maire pour toutes démarches liées à cette décision.

Votes      Pour : 18      Contre : 00      Abstention : 00



**Délibération n° 20161116-17 – Programmation Vox : Vote du Tarif des places de Spectacles**

Dans la cadre de la saison culturelle 2016 / 2017 planifiée à la Salle de Spectacles du Vox, la Mairie de Saint-Christoly de Blaye est organisatrice de plusieurs spectacles :

- o Mercredi 21 décembre 2016 – « Voyage dans les Petites Histoires détraquées d'Olivier Ka » ;
- o Samedi 28 janvier 2017 – pièce de théâtre en résidence ;
- o Samedi 4 mars 2017 – « Concert Dulcimer » ;
- o Samedi 1<sup>er</sup> avril 2017 – « Premiers Courts en Blayais » ;

Il convient donc d'acter les tarifs d'entrée de chaque spectacle, à savoir :

1.- Spectacle du Mercredi 21 décembre 2016

- ⇒ Enfants de moins de 12 ans 5.00 €
- ⇒ Enfants de plus de 12 ans et Adulte 8.00 €
- ⇒ Accueillant Familial et ses accueillis Gratuit  
(dans le cadre d'un partenariat avec le Conseil Départemental)

2.- Spectacle de Samedi 28 janvier 2017

- ⇒ Pour tous Gratuit

3.- Spectacle du Samedi 4 mars 2017

- ⇒ Enfants de moins de 12 ans 6.00 €
- ⇒ Enfants de plus de 12 ans et Adulte (avec une consommation) 10.00 €

4.- Spectacle du Samedi 1<sup>er</sup> avril 2017

- ⇒ Tarif Unique 10.00 €



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- D'acter, pour chaque spectacle, les tarifs ci-dessus mentionnés ;
- De donner délégation de signature à Mme le Maire pour toutes démarches liées à cette décision.

Votes      Pour : 18              Contre : 00              Abstention : 00



**Délibération n° 20161116-18 – Régie de Recettes « Spectacles, Concerts, Expositions » - Rectification de la délibération n° 20150630-12 du 30.06.2015**

Mme le Maire indique qu'en séance du 30 juin 2015, le Conseil Municipal s'était prononcé sur la création d'une Régie de Recettes « Spectacles, Concerts, Expositions ».

L'Article 3 rédigé ainsi « La régie encaisse les produits suivants », a soulevé remarque de la part de M. François Aléjo, Percepteur, et doit être complété par la mention « sur délivrance de billets ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- D'ajouter, à l'article 3 de la délibération n° 20150630-12 en date du 30 juin 2016, la mention « sur délivrance de Billets » ;
- De donner délégation de signature à Mme le Maire pour toutes démarches liées à cette décision.

Votes      Pour : 18              Contre : 00              Abstention : 00



**Délibération n° 20161116-19 – Cession du Véhicule Renault Trafic**

Discussion

Mme Irène Fiorazzo demande si le Comité des Fêtes est toujours intéressé par l'ancien véhicule.

M. Daniel Debet précise que finalement, non.

Délibération

Madame le Maire rappelle que dans le cadre du renouvellement du matériel roulant, la collectivité a acheté, fin septembre 2016, un fourgon Ford Transit, destiné aux services techniques.

L'ancien véhicule Renault Trafic, acquit en août 2001, n'étant plus d'aucune utilité, Mme le Maire suggère de le mettre en vente.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide de :

- Procéder à la cession du véhicule Renault Trafic, acquit en 2001 ; pour une somme de 250 € Ttc ;
- Sortir ce véhicule de l'inventaire communal (n° inventaire 205.21571.2) dès sa date de cession ;
- Donner délégation de signature à Mme le Maire pour toutes démarches afférentes à cette décision.

Votes      Pour : 18              Contre : 00              Abstention : 00



**Délibération n° 20161116-20 – Action en Justice sur propriétaires de la parcelle cadastrée section AB n° 168**

Madame le Maire rappelle aux membres présents, qu'en application de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, elle a été autorisée par délibération n° 20140401 en date du 11 avril 2014, et notamment en son alinéa 15 à « Intenter au nom de la Commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle ».

Néanmoins, Mme le Maire souhaite informer le Conseil Municipal de l'action qui va être engagée contre les propriétaires de la parcelle cadastrée section AB n° 168.

Les actions amiables engagées par la commune et le dossier transmis, fin 2014, au Procureur de la République, n'ayant pas aboutis ; il convient de saisir le Tribunal d'Instance par voie d'assignation. A cet effet, l'intervention d'un huissier de justice ou d'un avocat s'impose.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide de :

- Confirmer la délégation consentie à Mme le Maire, par délibération du 11 avril 2014, au titre de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Soutenir l'action à mener contre les propriétaires de la parcelle cadastrée section AB n° 168 ;
- Donner délégation de signature à Mme le Maire pour toutes démarches afférentes à cette décision.

Votes      Pour : 18      Contre : 00      Abstention : 00



**Délibération n° 20161116-21 – Demande de Subvention de l'Association des Parents d'Elèves**

Par courrier en date du 16 septembre 2016, la Mairie a été saisie d'une demande de subvention par l'Association des Parents d'Elèves.

Celle-ci, nouvellement créée, sollicite une aide de 200 € à 300 €, afin de pouvoir subvenir aux premières nécessités de fonctionnement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- D'attribuer une subvention de 300 € au titre de l'année civile 2016 ;
- D'imputer cette dépense à l'article 6574 « Subvention de fonctionnement aux associations et personnes de droit privé » du budget unique 2016.

Votes      Pour : 18      Contre : 00      Abstention : 00



**Délibération n° 20161116-22 – Demande de Subvention de l'Association Culture Vox**

Par courrier en date du 12 octobre 2016, la Mairie a été saisie d'une demande de subvention par l'Association Culture Vox, au titre de compensation sur la plus-value des frais d'imprimerie relative à la plaquette de programmation pour la saison culturelle 2016 / 2017 du Vox pour un montant de 387.60 € Ttc.

Mme le Maire indique que cette compensation correspond aux pages éditées dans la brochure sur les programmations mises en place par la Mairie.



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- D'attribuer une subvention de 387.60 € Ttc au titre de la compensation d'édition de la plaquette saison culturelle 2016 / 2017 ;
- D'imputer cette dépense à l'article 6574 « Subvention de fonctionnement aux associations et personnes de droit privé » du budget unique 2016.

Votes      Pour : 18                  Contre : 00                  Abstention : 00

---

#### **Délibération n° 20161116-23 – Syndicat Mixte du Pays de la Haute Gironde – Opération Collective de Diagnostics Energétiques**

##### Discussion

M. Thomas Berlinger demande s'il ne pourrait pas être ajouté l'école élémentaire. Cela pourrait être intéressant. Des travaux de réfection de toiture sont prévus, ne faudrait-il pas en profiter pour revoir l'isolation sous toiture ? Vu le coût du chauffage. Peut-être aura-t-on des outils pour améliorer les choses.

Mme Murielle Picq précise qu'une nette amélioration a pu être constatée depuis la mise en place d'une simple isolation à l'école maternelle. Ce serait justifié puisqu'il est envisagé une baisse des plafonds à l'école élémentaire après les travaux de toiture.

M. Thomas Berlinger pense qu'un tel diagnostic pourrait donner accès à certaines connaissances dans les domaines tels que les outils, le confort, les préconisations, les appareils, etc...

M. Bruno Cadusseau pense que l'intérêt d'effectuer des diagnostics se retrouve si des travaux suivent.

M. Thomas Berlinger acquiesce en ajoutant que travaux = subventions.

##### Délibération

Le Pays de la Haute Gironde est engagé, depuis quelques années, pour la transition énergétique et souhaite accompagner les collectivités dans une démarche de réduction des consommations énergétiques. En 2011, le Pays a mis en place une Opération Collective de Diagnostics Energétiques de bâtiments publics des collectivités, qui a permis de réaliser des audits dans 19 collectivités du territoire. Devant ce succès, l'opération est réitérée pour l'année 2016, et le Pays envisage de retenir prochainement le bureau d'études.

Les audits réalisés sont de véritables outils d'aide à la décision qui évaluent les consommations d'énergie des bâtiments publics afin de préconiser des travaux pertinents pour réaliser des économies financières, améliorer le confort d'utilisation des bâtiments et diminuer les impacts environnementaux, voire d'obtenir des subventions pour financer les travaux.

Le Pays souhaiterait connaître les projets de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, qui avait candidaté pour deux bâtiments, l'école maternelle et la Salle du Vox. A ce programme, la commune souhaiterait ajouter l'école élémentaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Confirme son intérêt pour l'Opération Collective de Diagnostics Energétiques ;
- S'engage à participer à l'opération programmée au titre de 2016 ;
- Décide de donner délégation de signature à Mme le Maire pour toutes démarches afférentes à cette décision.

Votes      Pour : 18                  Contre : 00                  Abstention : 00

---



## Questions Diverses

### 1 -Point sur les dossiers de demande de subventions sollicitées auprès du Conseil Départemental

- ⇒ Toitures des écoles maternelle et élémentaire : Octroi d'une subvention de 13 420 €, arrêté attributif en instance.
- ⇒ Parking du Centre de Soins : Octroi d'une subvention de 9 760 €, arrêté attributif en instance.

Ces subventions pourront être inscrites au Budget dès réception des arrêtés attributifs. Néanmoins, compte tenu des échéances de la prochaine fin d'exercice, les travaux n'étant pas commencés, aucune décision modificative d'inscription budgétaire s'impose ; et elles n'apparaîtront donc pas sur le Compte Administratif 2016. En revanche, ces 2 subventions seront à inscrire au Budget Unique 2017, en section d'investissement, aux opérations annoncées.

### 2 -Point sur la situation budgétaire en recettes

- ⇒ Investissement Article 1323 - Fonds Départemental d'Aide à l'Equipement des Communes, octroi d'une subvention de 29 929 €, somme non inscrite au Budget Unique 2016 ;
- ⇒ Fonctionnement Article 74832 – Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle, attribution d'une somme de 23 871 €, inscription budgétaire 2016 de 17 000 €, soit un gain de 6 871 € supplémentaire ;
- ⇒ Fonctionnement Article 7381 – Taxe Additionnelle des Droits de Mutation, attribution d'une somme de 47 767 €, inscription budgétaire 2016 de 15 000 €, soit un gain de 32 767 €.

Au final, sur ces 5 points, la commune peut comptabiliser une recette globale escomptée de 92 747.00 €.

### 3 -Bulletin Municipal

Il a été signalé que certains administrés n'avaient pas été destinataires du dernier bulletin municipal. Le point est fait afin d'effectuer ces ajustements.

### 4 -Cérémonie des Voeux

La date du vendredi 13 janvier 2017 a été retenue.

### 5 -Sculpture de la Place de la Gare

M. Giraud sollicite régulièrement des rendez-vous afin d'assurer le suivi du projet de la sculpture pour « la gare ». Elle est en cours de réalisation. Une inauguration pourrait être envisagée le 20 mai 2017, date à confirmer

### 6 -Association Blue Dress Code

L'association sollicite le premier week-end de juillet 2017 pour l'organisation d'une nouvelle manifestation photographique, aux mêmes conditions que les années précédentes. Les festivités seront programmées à partir du vendredi soir.

### 7 -Voie Communale n° 207

Des problèmes ont été constatés lors de la réalisation de ces travaux. L'entreprise Colas ayant fait une mauvaise manipulation avec la raboteuse. Après constat sur le terrain lors de la réunion avec l'entreprise, le technicien de la Communauté de Communes Latitude Nord Gironde, et les élus de la Mairie, l'entreprise a promis une proposition de reprise.

Nous sommes dans l'attente de cette proposition. Mme le Maire rappelle que ce chantier a été prévu est réalisé comme ceux des années précédentes dans le cadre du

marché de voirie de la communauté s des communes Latitude Nord Gironde et donc avec la même entreprise.

#### 8 -Parking Centre de Soins

Un câble électrique n'a pas pu être identifié par Erdf/Enedis qui ne possède pas de plan de réseau. Par ailleurs, ils viennent d'annoncer que le coffret à proximité de l'aire d'accueil des camping-cars est à changer. Ce qui génère un nouveau retard pour le démarrage des travaux.

#### 9 -Schéma Départemental de Coopération Intercommunale de la Gironde

A ce jour, aucune information n'est parvenue en Mairie, qui se trouve donc dans l'expectative.

L'arrêté Préfectoral devrait paraître vers le 15 décembre 2016, date limite.

Mme le Maire indique qu'un quatrième délégué devra être nommé lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal.

M. Emmanuel Moulin répond que 4 délégués ont été élus démocratiquement lors des dernières élections, donc cette personne doit siéger. Sinon, celle-ci doit démissionner de ces deux fonctions, conseillère municipale et conseillère communautaire.

Mme Murielle Picq réitère qu'il faut refaire l'élection.

M. Thomas Berlinger indique Mme le Maire a lu le texte à l'assemblée.

M. Emmanuel Moulin demande à avoir connaissance du texte.

Mme Marie Claude Bellue affirme être d'accord avec M. Emmanuel Moulin.

Mme Murielle Picq précise que cette personne a été élue, mais n'a pas siégé avec la proportionnalité. Si l'assemblée est d'accord et si la personne le souhaite, une délibération peut acter en ce sens. Néanmoins, il est fort probable de devoir refaire une élection.

#### 10 - Livres Photos

Il est proposé aux élus et aux bénévoles de la bibliothèque de mettre en vente, lors du Marché de Noël, un certain nombre d'exemplaires du livre imprimé pour l'exposition « Saint-Christolyens ». Mme Valérie Berlemont souhaiterait connaître la décision afin de prévoir le stand sous le chapiteau et mettre en place le logo sur l'affiche. Mme Géraldine Virumbrales souhaite savoir rapidement pour communiquer sur le sujet.

#### 11 -Pont de Pancard

Mme Irène Fiorazzo soulève un problème d'affaissement sur le pont de Pancard. Il semblerait que le terrain s'écroule sous la route. M. Daniel Debet indique avoir évoqué la situation avec M. Pécheux du Centre Routier de Blaye, qui préconise un renforcement en béton.


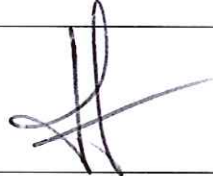


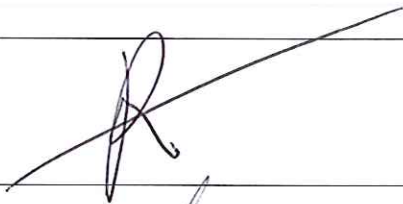
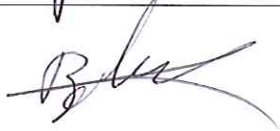
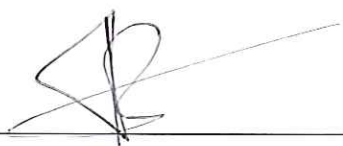

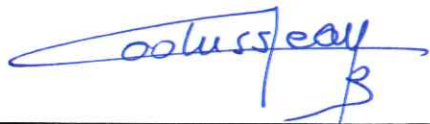
L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23 h. 25 minutes.

La Secrétaire de séance,  
Mme Géraldine VIRUMBRALES

Le Maire,  
Mme Murielle PICQ



**Signatures des Elus Membres du Conseil Municipal**  
**Séance 2016\_09 du 16 Novembre 2016**

| <u>NOM Prénom et Qualité</u>                           | <u>Signature</u>  |
|--|---|
| Mme <b>PICQ</b> Murielle, Maire                        |    |
| M. <b>DEBET</b> Daniel, Premier Adjoint                |    |
| Mme <b>BAUDE</b> Stéphanie, Second Adjoint             | Absente Excusée<br>Procuration à M. Daniel Debet                                      |
| M. <b>GRIMEE</b> Bernard, Troisième Adjoint            |    |
| Mme <b>BILLIER</b> Michèle, Quatrième Adjoint          |   |
| Mme <b>ANCELOT</b> Odette, Conseillère Municipale      | Absente   |
| Mme <b>BELLUE</b> Marie-Claude, Conseillère Municipale |   |
| Mme <b>BERLEMONT</b> Valérie, Conseillère Municipale   |  |
| M. <b>BERLINGER</b> Thomas, Conseiller Municipal       |  |
| M. <b>BERNY</b> François, Conseiller Municipal         |   |
| M. <b>CADUSSEAU</b> Bruno, Conseiller Municipal        |   |



|  |   |
|--|---|
| Mme <b>CHAMBOUNAUD</b> Valérie, Conseillère Municipale   | Absente Excusée<br>Procuration à Mme Murielle Picq  |
| Mme <b>FIORAZZO</b> Irène, Conseillère Municipale        |   |
| M. <b>GOUDONNET</b> Eric, Conseiller Municipal           |   |
| M. <b>MACEIRA</b> Jean-Marie, Conseiller Municipal       |    |
| M. <b>MOULIN</b> Emmanuel, Conseiller Municipal          | Absent Excusé<br>Procuration à M. David Raymond<br>Arrivée tardive (A participé<br>uniquement au vote de la<br>délibération n° 6) |
| M. <b>RAYMOND</b> David, Conseiller Municipal            |   |
| M. <b>VITRAS</b> Francis, Conseiller Municipal           |    |
| Mme <b>VIRUMBRALES</b> Géraldine, Conseillère Municipale |    |